

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-C05

DU 23 MARS 2022

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : POURSUITE DU DISPOSITIF DE MÉDIATEURS DE LUTTE ANTI COVID POUR L'ANNÉE 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU le code du travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU l'arrêté du 24 décembre 2020 relatif à la formation et aux attestations de formations des MLAC mentionnés à l'article 25-1 de l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'arrêté du 24 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain » ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-C25 du 24 septembre 2021 relative aux formations sanitaires et sociales : aide régionale à la formation des médiateurs de lutte anti-covid ;

VU la délibération n° CP 2021-449 du 19 novembre 2021 relative aux formations sanitaires et sociales : renouvellement de la convention d'objectifs et de moyens des organismes de formations sanitaires et sociales ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-C05 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique : poursuite du dispositif médiateur de lutte anti covid pour l'année 2022

Décide de la poursuite du dispositif « médiateur de lutte anti-covid » au titre de l'année 2022.

Approuve le règlement d'intervention modifié du dispositif de soutien à la formation des médiateurs de lutte anti-covid tel qu'il figure en annexe 1 à la présente délibération.

Approuve la convention type modifiée correspondante telle qu'elle figure en annexe 2 à la présente délibération.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 23 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 23 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1143080-DE-1-1) et affichage ou notification le 23 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Médiateurs de Lutte Anti Covid - règlement d'intervention

MEDIATEUR DE LUTTE ANTI COVID19

règlement d'intervention (2022)

Dans le cadre de sa compétence en matière de formation sanitaire et sociale et pour répondre à l'état d'urgence sanitaire lié à la pandémie de Covid 19, la Région met en place une aide régionale exceptionnelle pour soutenir la formation spécifique de Médiateur de Lutte Anti Covid (MLAC).

La formation de MLAC est pilotée par l'Agence Régionale de Santé (ARS), qui coordonne le dispositif et est chargée de l'exécution des conditions et des modalités du contenu de la formation MLAC, tel que prévu par les arrêtés du 24 décembre 2020. La formation est déployée par les Instituts de Formation de Soins Infirmiers (IFSI).

La formation dure 2 jours, 1 jour théorique et 1 jour pratique.

Les apprenants après avoir suivi la formation MLAC, sous l'autorité de professionnels de santé, peuvent effectuer des dépistages, sensibiliser en délivrant des messages de prévention (geste barrière, consigne d'isolement, information liée au Covid) et identifier les personnes contacts. Ils se voient délivrer une attestation d'une durée de 2 ans.

1 – Structure éligible

Sont éligibles les IFSI, préparant au diplôme d'Etat, qui ont signé une convention d'objectifs et de moyens avec la Région, dans le cadre de la subvention globale de fonctionnement et qui dans ce cadre exercent une mission de service public.

2 – Dépenses éligibles

La Région retient dans la dépense éligible 1 jour de formation pratique en présentiel.

Cette formation pratique est réalisée par groupe de 15 apprenants maximum. Un même IFSI peut former plusieurs groupes sur une même journée, toutefois sans dépasser le nombre de 15 apprenants par groupe.

L'aide accordée, de façon exceptionnelle et par dérogation au RBF, couvre la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.

3 – Montant de l'aide

L'aide prend la forme d'un forfait de cent euros (100 €) par jour de formation et par apprenant.

Elle est plafonnée à mille cinq cents euros (1 500 €) par jour de formation et par groupe.

4 – Attribution et versement de l'aide

Le bénéficiaire est exonéré du respect du dispositif 100 000 stages.

Le bénéficiaire n'est pas soumis au respect de la charte régional de la laïcité.

Le montant de l'aide attribué à l'IFSI, est proposé au vote de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France.

L'aide est versée à l'IFSI après signature d'une convention MLAC et après transmission par l'IFSI de tout justificatif de présence des apprenants des formations réalisées.

Les modalités de versement de l'aide sont détaillées dans la convention MLAC.

Annexe 2 : Médiateurs de Lutte Anti Covid - convention

CONVENTION n°**relative à la formation de Médiateurs de Lutte Anti Covid (MLAC)****année 2022**

La région Île-de-France représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération n° CP 2022-C05 du 23 mars 2022,

ci-après dénommée « *la Région* »,

d'une part

et

L'Institut de Formation de Soins Infirmiers (IFSI) :

statut juridique :

dont les statuts ont été publiés au journal officiel du (*pour les associations*) :

enregistré auprès de la Préfecture de :

n° SIRET ou code APE :

adresse du siège social :

adresse du centre :

représenté par :

titre :

en vertu de

ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

d'autre part

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L4383-4 et suivants ;

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ; notamment son article 54 ;

VU l'arrêté du 24 décembre 2020 relatif à la formation et aux attestations de formations des MLAC mentionnés à l'article 25-1 de l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'arrêté du 24 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU la délibération n° CP 2021-C25 du 24 septembre 2021 relative aux formations sanitaires et sociales : aide régionale à la formation des médiateurs de lutte anti covid ;

VU la délibération n° CP 2021-449 du 19 novembre 2021 relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2022 ;

VU le règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Dans le contexte de crise sanitaire, la Région a décidé d'apporter son soutien financier au titre de la formation Médiateur de Lutte Anti Covid (MLAC), adopté par délibération n° CP 2022-C05 du 23 mars 2022.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier (RBF) approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de verser au titre de l'année 2022, une aide régionale au bénéficiaire, correspondant à la mise en œuvre d'une journée de formation pratique de MLAC, la journée de la partie théorique se faisant en ligne (MOOC).

Le montant de l'aide régionale prévisionnelle s'élève à :

- nombre d'apprenants x 100 € =
- dossier iris n° :

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

- assurer la formation de Médiateur de Lutte Anti Covid, par groupe de 15 apprenants maximum, un même IFSI pouvant organiser plusieurs groupes sur une même journée, dans la mesure où la formation est assurée par plusieurs formateurs,
- garder pendant 10 ans, tout document justificatif complémentaire, que la Région pourrait être amenée à lui demander,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi de l'aide, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- mentionner la participation de la Région dans toutes les actions de communications et de promotion relative à l'aide régionale, quel qu'en soit le support et y apposer le logo de la Région dont les caractéristiques sont disponibles ici : <https://www.iledefrance.fr/logotype-de-la-region-ile-de-france>,

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fonds public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Art 4.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de l'aide par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, l'aide régionale devient caduque et est annulée.

A compter de la date de sa première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de l'aide régionale non versé est caduc.

Art 4.2 : Modalités de versement de l'aide

Le versement de l'aide régionale se fait dans le cadre défini par le RBF de la région Île-de-France délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogé par délibérations n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 et n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021.

L'aide est versée en 1 ou 2 fois sur demande - appel de fonds – du bénéficiaire et sur présentation des pièces contractuelles suivantes :

- appel de fonds, daté et revêtu de la signature du représentant légal de l'organisme gestionnaire de l'IFSI et du nom et prénom, qualité du signataire ainsi que du cachet de ce dernier le cas échéant, qui certifie de la réalité de la dépense et de son affectation au dispositif pour l'année scolaire 2022,
- bordereaux de présence des apprenants, datés du jour de formation et mentionnant les noms et prénoms des apprenants, répartis par groupe de 15 apprenants maximum.

Modalités de transmission des appels de fonds :

- un 1^{er} appel de fonds, correspondant aux formations réalisées sur le 1^{er} semestre 2022,
- puis un 2^{ème} appel de fonds, correspondant au solde et aux formations réalisées sur le 2^{ème} semestre 2022,
- ou un appel de fonds unique correspondant aux formations réalisées sur toute l'année 2022.

La demande d'appel de fonds correspond aux formations déjà réalisées, après vérification et validation de l'appel de fonds par la Région, le versement de l'aide est effectué sur le compte établi :

- au nom de :
- ouvert à :
- compte n° :

conformément au RIB transmis par l'organisme aux services régionaux.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances d'Île-de-France et du Département de Paris.

Art 4.3 : Révision du montant de l'aide régionale

Dans le cas où la dépense réalisée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant initialement attribué, l'aide régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. L'aide fait l'objet d'un versement à la hauteur de la dépense réalisée, effectivement justifiée et dans la limite du budget voté, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Art 4.4 : Eligibilité des dépenses

Les dépenses couvertes par l'aide régionale sont prises en compte du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022, de façon exceptionnelle et par dérogation au RBF.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de l'aide au bénéficiaire, à savoir le 23 mars 2022.

Elle prend fin au versement du solde de la subvention au bénéficiaire ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de l'aide régionale figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes et la restitution de tout ou partie de l'aide régionale versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE L'AIDE REGIONALE

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de l'aide régionale versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de l'aide régionale, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France.

fait en 1 exemplaire original à Saint-Ouen-sur-Seine,

le

pour le bénéficiaire,
signature, nom et qualité du signataire
et cachet de l'organisme

le

pour la présidente du conseil régional
et par délégation,